



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
2 juillet 2020

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

SALAIRE ET EMPLOIS :

SEULE COMPTERA NOTRE FORCE COLLECTIVE !

Séjour accouche d'une souris : le ministre propose six milliards d'euros pour les salaires de tous les travailleurs de la santé – hors médecins – à se partager entre public et privé, hôpital et EHPAD. Loin des 32 milliards demandés par la CGT-Santé, loin de ce qu'il faudrait pour augmenter de 300 euros net mensuels tous les salaires, comme le revendiquent les hospitaliers qui se mobilisent depuis plus d'un an. Pas étonnant qu'avec des annonces pareilles, on ait eu du mal à compter les bulletins "La République en marche" dans les urnes dimanche soir...

Les milliards pleuvent pour le Cac 40, le chômage flambe

Et puis, six milliards ce n'est pas grand-chose à côté des milliards allongés pour les patrons des différents secteurs : un milliard pour ceux qui embauchent des apprentis, un milliard pour les start-uppers, huit milliards pour l'automobile, quinze milliards pour l'aéronautique... Sans compter le BTP et tous ceux qui profitent du chômage partiel.

Mi-juin, c'étaient 200 millions pour les laboratoires sur la piste du vaccin, y compris pour Sanofi qui a distribué quatre milliards de dividendes cette année et qui a annoncé, il y a quelques jours, un plan de suppression de 1 700 postes dans le monde, dont 1 000 en France et plusieurs centaines en Allemagne.

Avec Sanofi, la liste des boîtes qui suppriment des postes s'allonge : Renault, Air France, Bayer, Daher, Nokia, etc. Tout comme la liste des entreprises en faillite, qui vont laisser les salariés sur le carreau ou entre les mains d'un repreneur qui fera le sale boulot : la Halle, André et une myriade de petites boîtes.

L'argent public qui pleut par milliards, y compris pour les groupes qui font d'énormes profits, n'a pas vocation d'empêcher la catastrophe : il la subventionne, à condition, paraît-il, qu'il n'y ait pas de « licenciements secs ». Une condition qui n'engage à rien, car les patrons disposent de bien d'autres outils pour sabrer dans les effectifs – non-renouvellement des CDD ou des missions d'intérim ou bien rupture conventionnelle collective et autre plans de départs volontaires forcés.

D'autres font signer des Accords de Performance Collective (APC), par exemple dans l'aéronautique – Derichebourg – ou encore à l'Équipe. Sous prétexte

de « défense de l'emploi », c'est imposer des diminutions de salaire et des augmentations du temps de travail. Bref, le chantage à l'emploi... sans qu'on puisse être sûr qu'à la fin, il n'y ait pas de suppressions de postes ! On se souvient des travailleurs de Continental à Clairoix, où les syndicats avaient signé un accord de ce genre en 2007, avant de voir leur site fermer.

Quelle riposte ?

Face à tout ça, des résistances ont lieu en divers endroits. À Renault, les salariés de Choisy se sont remis en grève ce lundi contre les plans de leur direction. Des débrayages ont également lieu à Flins. Jeudi dernier, les salariés de Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) dont l'usine de bonbonnes à oxygène a fermé il y a un an, se sont réunis pour réclamer la nationalisation du site.

Si les nationalisations peuvent apparaître comme des issues pour éviter provisoirement des fermetures, elles ne sont que rarement des boucliers contre les restructurations et les licenciements. Plus souvent, elles les accompagnent et une fois l'entreprise rentable de nouveau, elle est revendue au privé. Quant aux politiciens qui prônent la « souveraineté » et les relocalisations, jamais avarés d'une saillie contre les « Anglais » qui possèdent Luxfer, on ne les entend pas dire que les licenciements avaient commencé dès l'époque du très français Pechiney.

L'offensive patronale est déterminée. Notre riposte doit l'être tout autant ! En ne comptant que sur nos luttes collectives pour imposer la réduction du temps de travail sans perte de salaire, seul moyen de mettre fin au chômage et de vivre mieux.

Vivement notre GPEC à nous

Notre directeur serait sur le départ. Nous lui souhaitons tous bon vent. Et on est même prêts à faire une entorse à notre combat pour le maintien de l'emploi sur le site : pour une fois, on veut bien supprimer le poste qu'il laisse vacant... surtout si ça permet de sauver les autres !

Bienvenue à PSA

Mardi, le pistolet thermomètre a eu des ratés. Il a donné une température supérieure à 37,5°C à quelques uns d'entre nous. Après vérification, il est apparu que c'était lui qui était en surchauffe, et pas nous. Le pauvre, ça ne fait qu'un mois qu'il est là, et il a déjà du mal à tenir les cadences...

Le 14 Juillet : tout un système à renverser

À PSA Rennes, le 14 juillet sera travaillé comme la plupart des samedis obligatoires de juin, juillet, août et septembre. Les salariés en savent à la chaîne alors que plusieurs centaines d'intérimaires de l'usine restent au chômage : c'est aberrant ! Répartissons le travail entre tous, à Rennes comme à Caen et ailleurs, en travaillant moins, avec maintien des salaires !

Pour gagner : se faire craindre

À PSA Valenciennes (usine de boîtes de vitesse), le 25 juin, 100 % du secteur MB6 de l'Assemblage s'est mis en grève contre le travail le samedi obligatoire. La direction a cédé : les travailleurs ont obtenu que le samedi soit uniquement au volontariat, le paiement de l'heure de grève et une prime de prévenance tardive. De peur d'une extension du mécontentement, la direction a rendu aussi le samedi au volontariat dans d'autres secteurs. À méditer...

La bonne méthode pour créer des postes

À Renault Cléon mardi 16 juin, un rassemblement de 60 ouvriers a fait lâcher à la direction la création de 14 postes. Les effectifs passent de 60 à 74 (+ 25%) sur le secteur. Celui-ci fabrique les moteurs Daimler, est l'un des pires de l'usine, avec des conditions de travail encore aggravées par le licenciement des intérimaires à la reprise post-confinement.

La direction de Renault a la trouille de la moindre étincelle dans ce contexte explosif de restructurations tous azimuts : bien fait pour elle !

La lutte pour l'emploi à Renault Flins

Le 17 juin, près de 1 800 salariés de Renault Flins ont débrayé contre le projet de la direction de ne plus produire de véhicule sur le site en 2024. La direction cherche à endormir tout le monde en disant qu'elle va transférer vers le site de Flins l'activité de reconditionnement de moteurs et boîtes de vitesse de l'usine

de Renault Choisy (94) menacée de fermeture. Elle parle même de faire de Flins un site de formation et de fabrication de prototype... Au mieux ça occupera quelques centaines des 4 000 salariés actuels du site. On connaît la chanson : le site de PSA Aulnay devait accueillir un grand projet créateur... de 600 emplois : on n'a rien vu ! Avec ou sans fermeture définitive, les intentions de la direction sont clairement de vider le site. Les salariés de Renault ont raison de commencer la lutte tout de suite, et de vouloir imposer le maintien des emplois : à Choisy comme à Flins.

Si on fait confiance aux promesses de nos directions, on n'aura aucun avenir !

Nokia : un autre plan, un même combat

Nokia a annoncé plus de 1 200 suppressions de postes en France, 400 à Lannion (22) et 800 à Nozay (91). Ce plan est le 4^{ème} depuis 2016 ! Nokia fait des bénéfices, mais parle de gagner en compétitivité.

Toute ressemblance avec Renault ou PSA n'a rien d'une coïncidence : c'est la même politique qui consiste à exploiter toujours plus les salariés pour enrichir les actionnaires. Ces plans patronaux ne sont pas déconnectés les uns des autres, alors il faut les bloquer tous ensemble.

Être ouvrier en temps de pandémie

Selon une étude du collectif *Des chiffres et des luttes*, les travailleurs qui étaient en « première ligne » durant le confinement ont bien été les « premiers de corvée ». Alors que 61 % des travailleurs obligés d'aller sur site étaient des ouvriers, seulement 16 % étaient des cadres.

Parmi ces sacrifiés sur l'autel de la bonne marche de la machine économique, ceux qui travaillent dans les TPE/PME et ceux qui ont des contrats courts ont été encore plus exposés, sans que leurs employeurs fassent le nécessaire. Avec pour résultat la multiplication de clusters comme dans les abattoirs de Bretagne.

Comme chaque fois, la bourgeoisie en a appelé à la guerre ; comme chaque fois, seuls ceux qui font tourner la société se sont retrouvés sur le front.

Algérie : la mobilisation est toujours là !

Avec le confinement décrété mi-mars, le pouvoir algérien croyait pouvoir tuer définitivement le mouvement populaire contre le régime qui dure depuis 16 mois, en déclarant illégales ses manifestations. Un nouveau code pénal s'en prend aussi aux blogueurs et journalistes contestataires.

Mais la crise économique s'aggrave et de nouvelles manifestations ont éclaté les 12 et 19 juin à Béjaïa en Kabylie, violemment réprimées par la police. Pour nous en France aussi, il est à souhaiter que ses coups n'éteignent pas la contestation !